

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 01/2019

Tableau de bord de l'Economie

au 1er trimestre 2019

Juin 2019

SOMMAIRE

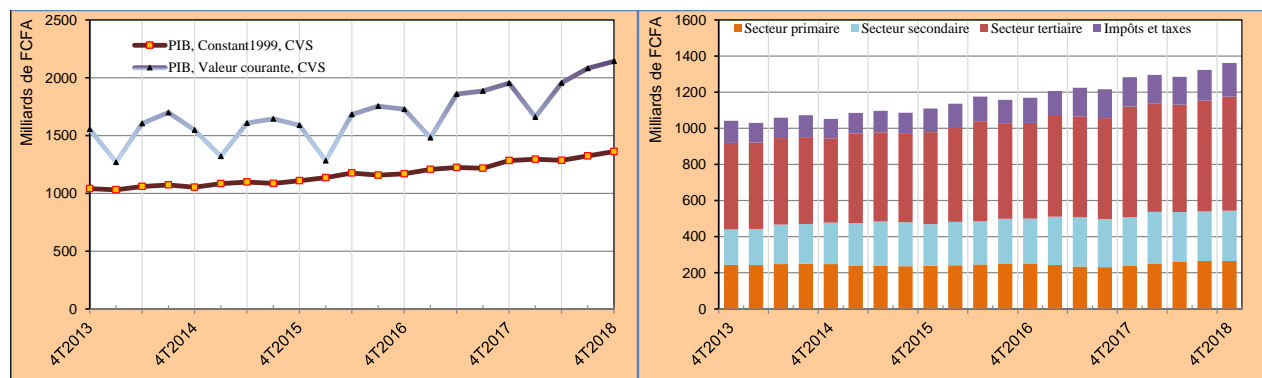
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Le niveau général des prix à la consommation au premier trimestre 2019 enregistre une baisse, essentiellement imputable au recul des prix des "services de communication" (-10,5%), des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-5,4%). Au quatrième trimestre 2018, le PIB réel progresse de 2,9% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique s'explique par la bonne tenue de l'activité dans les secteurs tertiaire (+2,9%), secondaire (+1,6%) et une baisse du rythme de l'activité dans le secteur primaire (-0,1%). Quant à l'activité industrielle, elle a connu une relance au quatrième trimestre 2018, due à une augmentation simultanée de la production dans la plupart des branches d'activités. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'établit à 170,0, enregistrant ainsi une forte hausse en glissement trimestriel (+24,9%). En glissement annuel, l'indice croît également (+10,5%).

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
Secteur primaire	238,1	250,0	259,6	265,9	265,6	-0,1%	11,5%
Agriculture	119,0	130,1	139,0	144,4	143,3	-0,8%	20,4%
Elevage	88,7	89,2	89,8	90,5	91,2	0,8%	2,8%
Sylviculture, pêche et chasse	30,5	30,6	30,8	31,0	31,1	0,4%	2,2%
Secteur secondaire	269,6	287,9	276,9	274,0	278,4	1,6%	3,3%
Extraction	49,6	56,6	50,0	45,5	53,2	16,8%	7,2%
Industrie manufacturière	98,5	98,8	97,3	98,8	99,0	0,2%	0,5%
Agroalimentaire	55,7	56,3	55,1	56,7	57,2	0,8%	2,7%
Egrenage et fabrication de textiles	5,6	5,4	5,2	5,0	4,8	-4,1%	-14,2%
Bois et métaux	19,8	19,6	19,3	19,1	19,0	-0,9%	-4,4%
Autres industries manufacturières	17,4	17,6	17,8	17,9	18,1	0,9%	3,8%
Energie	32,3	32,3	32,7	33,8	34,2	1,1%	6,0%
BTP	89,2	100,1	96,8	95,8	92,0	-4,0%	3,1%
Secteur tertiaire	612,9	598,5	594,8	613,9	631,8	2,9%	3,1%
Services marchands	342,4	333,1	333,0	337,6	338,0	0,1%	-1,3%
Commerce	119,7	124,9	125,7	128,2	128,6	0,4%	7,5%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,2	11,2	11,2	11,3	0,5%	0,8%
Transports	10,0	10,3	10,5	10,8	10,8	0,5%	8,3%
Télécommunication	98,8	80,0	80,7	79,3	71,5	-9,7%	-27,6%
Services financiers	45,9	49,4	49,4	51,1	55,9	9,5%	21,9%
Autres services marchands	56,9	57,4	55,5	57,1	59,9	4,8%	5,3%
Services non marchands	298,7	295,8	292,2	307,7	328,1	6,6%	9,9%
Administrations publiques	277,0	274,0	270,4	285,8	306,1	7,1%	10,5%
Autres services non marchands	21,6	21,7	21,8	21,9	22,0	0,5%	1,7%
SIFIM	-28,2	-30,3	-30,3	-31,4	-34,3	9,4%	21,6%
Impôts et taxes	162,5	159,3	154,0	169,9	186,0	9,5%	14,5%
PIB, Constant1999, CVS	1 283,0	1 295,7	1 285,3	1 323,7	1 361,7	2,9%	6,1%
PIB, Valeur courante, CVS	1 952,5	1 658,7	1 954,7	2 080,7	2 141,8	2,9%	9,7%



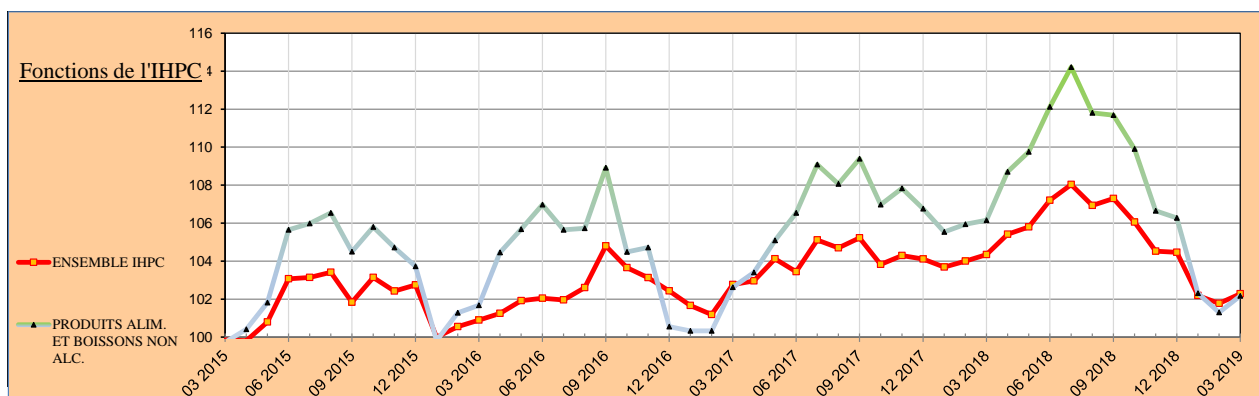
Au quatrième trimestre 2018, le PIB réel progresse de 2,9% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique s'explique par la bonne tenue de l'activité dans les secteurs tertiaire (+2,9%), secondaire (+1,6%) et une baisse du rythme de l'activité dans le secteur primaire (-0,1%).

La baisse de l'activité dans le secteur primaire est imputable à une baisse de l'activité dans le sous-secteur de l'agriculture (-0,8%) et une légère hausse dans les sous-secteurs de l'élevage (+0,8%) et de la sylviculture (+0,4%). La croissance ressortie positive dans le secteur secondaire, s'explique par une hausse de la valeur ajoutée dans les secteurs de l'industrie extractive (+16,8%), manufacturière (+0,2%), de l'énergie (+1,1%) et une baisse dans le secteur du BTP (-4,0%). Les bonnes performances constatées dans le secteur tertiaire est imputable à une hausse de la croissance dans les sous-secteurs des « services non marchands » (+6,6%) et des « services marchands » (+0,1%). Les services des télécommunications ayant enregistré une baisse importante de 9,7%.

Comparé au quatrième trimestre de 2017, la croissance du PIB réel est ressortie à 6,1% en lien avec une bonne tenue de l'activité économique dans le secteur primaire (+11,5%), dans le secteur secondaire (3,3%) et dans le secteur tertiaire (+3,1%).

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2018	2019	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	104,0	106,1	107,4	105,0	102,1	-2,8%	-1,9%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	105,9	110,2	112,6	107,6	101,9	-5,3%	-3,7%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	121,3	124,7	131,1	130,3	128,2	-1,7%	5,7%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	100,3	100,6	100,5	100,8	101,3	0,4%	1,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	100,0	97,5	96,4	97,1	98,1	1,0%	-1,9%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	100,9	101,1	101,2	101,0	101,2	0,2%	0,3%
SANTE	100,3	100,3	100,3	100,3	100,4	0,1%	0,1%
TRANSPORTS	97,1	97,2	97,4	98,8	99,5	0,6%	2,4%
COMMUNICATION	117,3	111,6	110,0	110,5	98,8	-10,6%	-15,7%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	105,1	104,4	102,3	102,3	101,5	-0,7%	-3,4%
ENSEIGNEMENT	103,0	103,2	103,2	104,6	104,6	0,0%	1,5%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	101,8	102,6	103,5	104,0	105,3	1,3%	3,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,0	100,1	100,2	100,3	100,6	0,3%	0,5%



Au premier trimestre de 2019, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 2,8% par rapport au trimestre précédent et de 1,9% par rapport au premier trimestre 2018.

La baisse en glissement trimestriel est essentiellement imputable au recul des tarifs des services de communication (-10,6%) des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-5,3%), et des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-1,7%). Les autres fonctions ont connu une relative stabilité de leurs prix variant entre -0,7% et +1,3%.

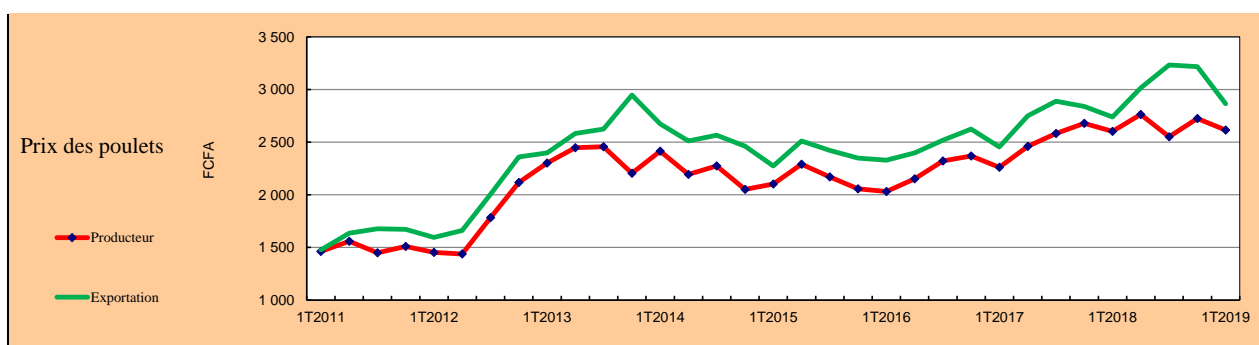
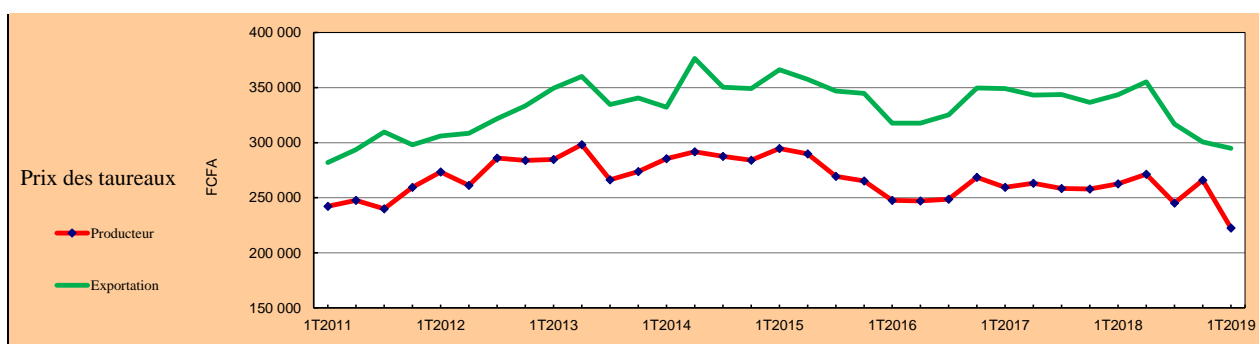
La baisse en glissement annuel est expliquée principalement par le fléchissement des prix des services de communication (-15,7%) accompagné de ceux des produits alimentaires (-3,7%), des services de loisir (-3,4%) et des services de logement (-1,9%). On note cependant que le premier trimestre 2019 a connu une hausse des prix des boissons alcoolisées (+5,7%), des services de restauration et de l'hôtellerie (+3,4%), des services de transport (+2,4%) et des services d'enseignement (+1,5%). Les autres fonctions ont connu une faible variation de leurs prix.

En fin mars 2019, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 1,0% contre 1,7% en fin mars 2018. La bonne tenue de la campagne agricole 2018-2019 et les mesures gouvernementales contre la vie chère demeurent les explications de cette maîtrise des prix à la consommation.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2018	2018	2018	2018	2019	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	262 614	271 325	245 137	265 833	222 508	-16,3%	-15,3%	
Prix à l'exportation du taureau	343 522	355 184	316 908	300 626	294 905	-1,9%	-14,2%	
Prix au producteur du bélier	45 029	49 648	52 477	40 101	35 166	-12,3%	-21,9%	
Prix à l'exportation du bélier	51 855	57 269	55 971	50 491	43 342	-14,2%	-16,4%	
Prix au producteur du bouc	27 758	30 075	26 911	28 568	22 762	-20,3%	-18,0%	
Prix à l'exportation du bouc	33 389	35 768	32 215	35 102	31 283	-10,9%	-6,3%	
Prix au producteur du poulet	2 603	2 763	2 551	2 724	2 615	-4,0%	0,5%	
Prix à l'exportation du poulet	2 740	3 015	3 233	3 217	2 865	-10,9%	4,6%	
Prix au producteur de la pintade	2 557	2 732	2 680	2 659	2 508	-5,7%	-1,9%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 633	2 825	2 807	2 810	2 606	-7,3%	-1,0%	



Comparativement au quatrième trimestre 2018, le marché du bétail s'est caractérisé par une baisse du niveau général des prix au premier trimestre 2019. Cette baisse pourrait s'expliquer par la situation sécuritaire et les crises sociales dans la sous-région.

Le prix du taureau a été en baisse en glissement trimestriel sur les marchés de production tandis qu'il est resté quasi stable sur les marchés d'exportation. Le prix au producteur du taureau s'est affiché à 222 508 FCFA et celui à l'exportation à 294 905 FCFA correspondant à des variations respectives de -16,3% et de -1,9%. En glissement annuel, le prix du taureau a également évolué en baisse avec des variations de -14,2% sur les marchés d'exportation. La quasi stabilité du prix à l'exportation du taureau s'expliquerait par la vente des bovins d'embouche sur les marchés d'exportation.

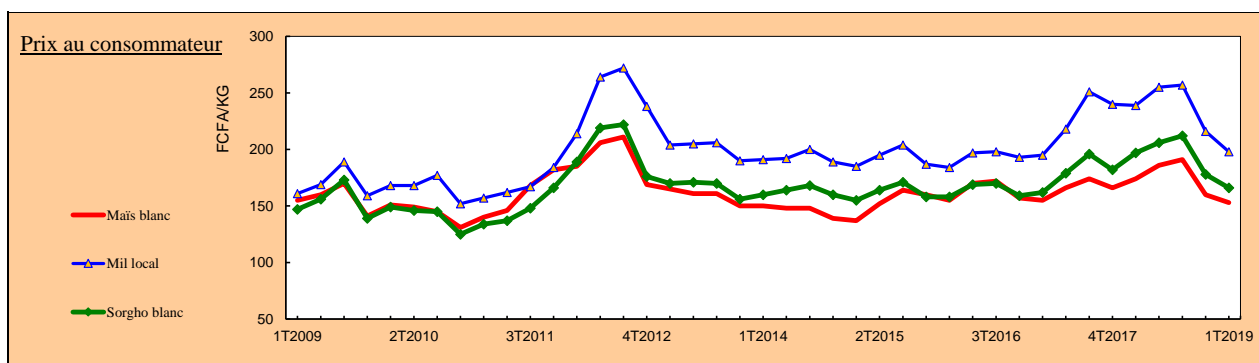
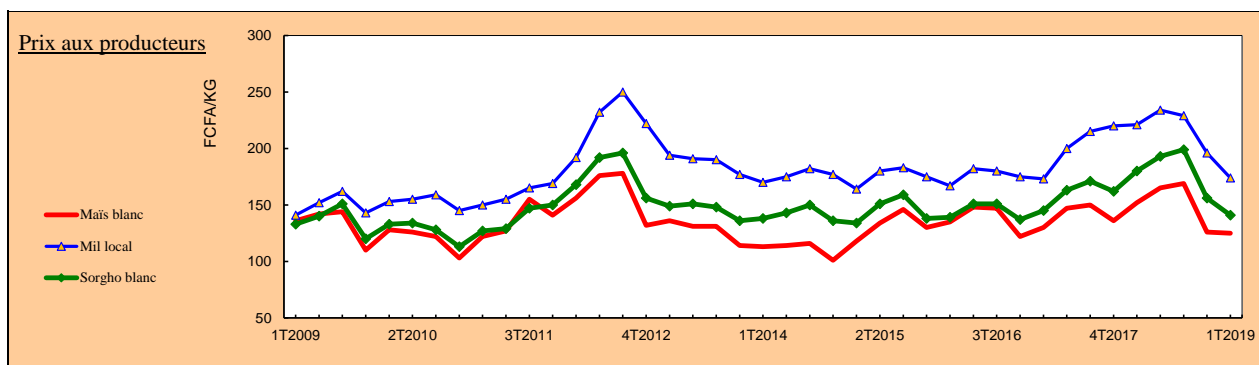
En glissement trimestriel, le prix observé du bélier sur les marchés a connu une baisse. Les variations ont été de -12,3% pour le prix au producteur et de -14,2% pour le prix à l'exportation. Les prix au producteur et à l'exportation ont aussi enregistré une baisse en glissement annuel. La baisse la plus élevée a été constatée sur les marchés de production où le prix moyen de transaction s'est affiché à 35 166 FCFA contre 40 101 FCFA au trimestre précédent. Le prix du bouc a également enregistré une baisse sur les marchés en glissement trimestriel comme en glissement annuel. Le bouc s'est vendu à 22 762 FCFA sur les marchés de production et à 31 283 FCFA sur les marchés d'exportation. La baisse des prix des petits ruminants s'expliquerait par la baisse de la demande de 6,3% comparativement au trimestre précédent.

Le prix à l'exportation du poulet a connu une baisse (-10,9%) en glissement trimestriel. En glissement annuel, c'est une quasi-stabilité des prix du poulet qui a été enregistrée sur les marchés. Les prix au producteur et à l'exportation de la pintade ont connu les mêmes évolutions que ceux du poulet en glissement trimestriel. En glissement annuel, les prix à la production et à l'exportation de la pintade ont respectivement baissé de 1,9% et de 1%.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2018	2019	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	152,0	165,0	169,0	126,0	125,0	-0,8%	-17,8%
Prix au consommateur du maïs blanc	174,0	186,0	191,0	160,0	153,0	-4,4%	-12,1%
Prix au producteur du mil local	221,0	234,0	229,0	196,0	174,0	-11,2%	-21,3%
Prix au consommateur du mil local	239,0	255,0	257,0	216,0	198,0	-8,3%	-17,2%
Prix au producteur du sorgho blanc	180,0	193,0	199,0	156,0	141,0	-9,6%	-21,7%
Prix au consommateur du sorgho blanc	197,0	206,0	212,0	178,0	166,0	-6,7%	-15,7%



Les marchés agricoles ont été caractérisés en ce premier trimestre de 2019 par une bonne disponibilité des produits. L'offre céréalière est demeurée bonne même si elle a connu une légère baisse par rapport au trimestre écoulé. Les prix à la consommation des principales céréales ont connu une baisse en glissement trimestriel tout comme en glissement annuel.

Les prix moyens des principales céréales sur les marchés de collecte ont été de 125 FCFA le kilogramme pour le maïs, 174 FCFA pour le mil et 141 FCFA pour le sorgho. Ces prix ont donné des variations en baisse par rapport au trimestre précédent de 0,8% pour le maïs, 11,2% pour le mil et 9,6% pour le sorgho. Par rapport au même trimestre de l'année passée, ces prix sont en baisse de 17% pour le maïs, de 21,3% pour le mil et 21,7% pour le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, les variations sont de -3,9%, -2,9%, -5,0% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

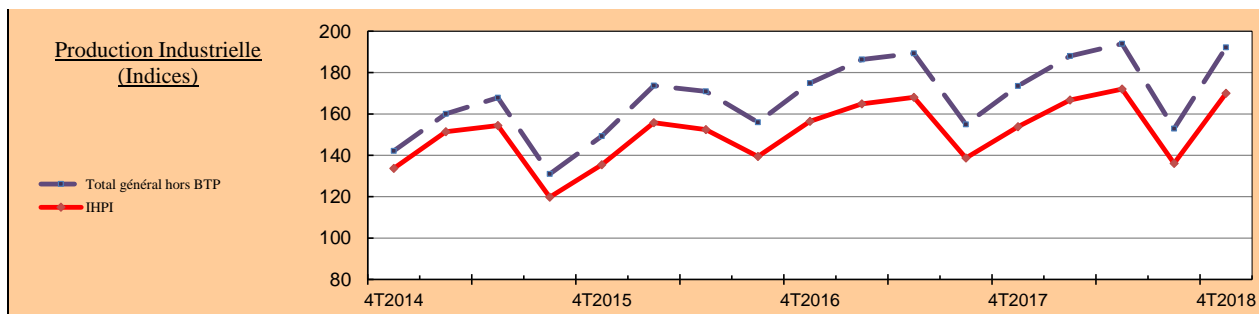
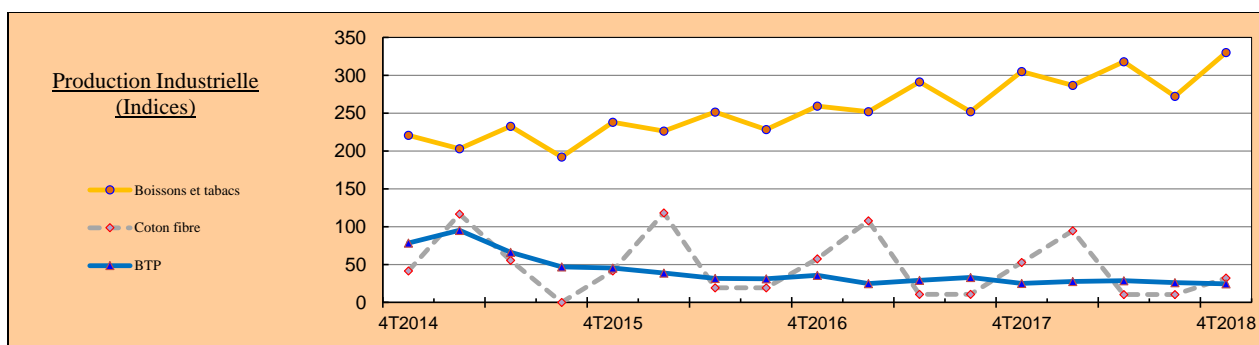
Sur les marchés de détail, les prix moyens du trimestre ont été de 153 FCFA le kilogramme pour le maïs, de 198 FCFA pour le mil et de 166 FCFA pour le sorgho. Par rapport au quatrième trimestre de 2018, ces prix sont en baisse de 4,4% pour le maïs, 8,3% pour le mil et 6,7% pour le sorgho. Comparé au premier trimestre de 2018, des variations enregistrées sont de l'ordre de -12,1% pour le maïs, -17,2% pour le mil et -15,7% pour le sorgho. Une comparaison faite avec la moyenne quinquennale donne des stabilités pour les trois principales céréales.

Le prochain trimestre connaîtrait une bonne disponibilité céréalière malgré la baisse saisonnière qui serait enregistrée. De plus, la demande augmenterait légèrement, ce qui devrait avoir pour conséquence une légère hausse des prix des céréales.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	52,8	94,7	10,3	10,3	32,1	210,2%	-39,3%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	215,6	223,5	234,6	186,6	243,5	30,5%	12,9%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	61,5	99,5	22,8	13,4	42,6	217,7%	-30,7%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 188,1	1 517,6	1 926,5	1 772,6	2 069,9	16,8%	74,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	144,7	149,3	157,8	134,8	164,9	22,3%	14,0%
BOISSONS ET TABAC	305,0	286,8	317,8	272,3	330,1	21,2%	8,2%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	144,7	149,3	157,8	134,8	164,9	22,3%	14,0%
BOULANGERIES, MEUNERIES	135,5	136,7	137,9	146,6	324,9	121,7%	139,7%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	32,4	95,9	65,5	8,3	54,9	558,8%	69,6%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	79,0	75,9	77,7	42,3	60,6	43,1%	-23,3%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	187,4	196,2	216,0	130,1	166,2	27,7%	-11,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	25,0	27,6	28,6	26,2	24,5	-6,6%	-2,2%
TOTAL GENERAL HORS BTP	173,5	188,0	193,9	153,0	192,2	25,7%	10,8%
IHPI	153,8	166,8	172,0	136,1	170,0	24,9%	10,5%



L'activité industrielle a connu une relance au quatrième trimestre 2018, due à une augmentation simultanée de la production dans la plupart des branches d'activités. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'est établi à 170,0, enregistrant ainsi une forte hausse en glissement trimestriel (+24,9%). En glissement annuel, il a également augmenté de 10,5%.

Le secteur eau, électricité et gaz, les industries extractives et les industries de fabrication de boissons et de tabacs sont les principales branches industrielles qui ont contribué à cette hausse de l'IHPI.

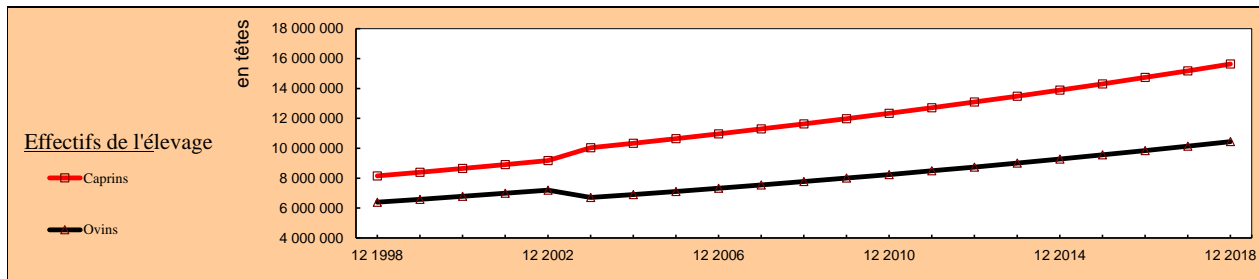
L'industrie extractive, entraînée par les entreprises de production minière, a enregistré une augmentation de sa production au quatrième trimestre 2018. En effet, l'indice de la branche a été en hausse de 16,8% en glissement trimestriel. Comparativement au quatrième trimestre de 2017, la hausse a été plus prononcée (+74,2%). Aussi, l'indice de l'industrie énergétique a crû de 27,7% en glissement trimestriel après la forte baisse enregistrée au troisième trimestre 2018. Cependant, en glissement annuel, il a été en baisse de 11,3%. Enfin, la production des industries de fabrication des boissons et de tabacs a augmenté de 21,2% en glissement trimestriel et de 8,2% par rapport même trimestre de l'année précédente.

La seule branche qui a enregistré une baisse de production au cours du trimestre est celle du « Bâtiments et travaux publics » (BTP). Son indice a connu en effet une baisse tant en glissement trimestriel (-6,6%) qu'annuel (-2,2%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	Croissance moyenne	
						2014-2018	2017-2018
Effectif de bovins (en têtes)	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	42 220	43 487	44 792	46 135	47 519	3,0%	3,0%

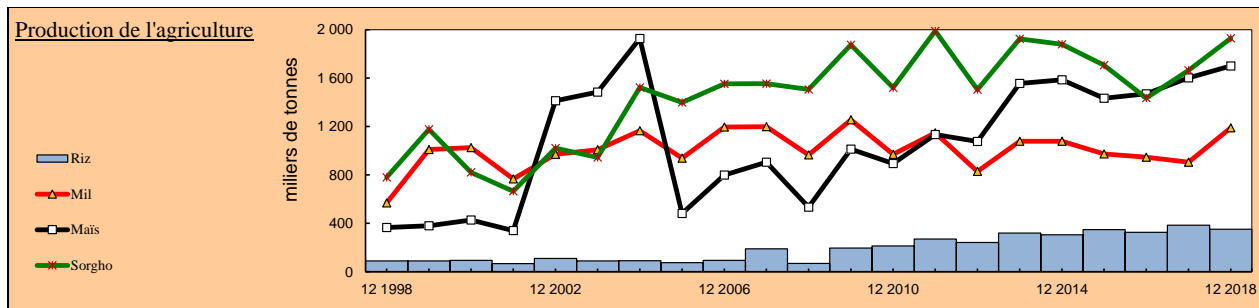


Le lancement de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC 1) à Mogtêdo dans la région du Plateau Central, le 19 Novembre 2018 par le Ministre des ressources animales et halieutiques permettra d'actualiser les effectifs tant attendu des animaux. En attendant cette actualisation, les effectifs du cheptel 2018, estimés sur la base des données de la dernière Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	Croissance moyenne	
						2014-2018	2017-2018
Production brute totale de céréales	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 063 198	5 180 702	3,8%	27,5%
dont : Production brute de mil	972 539	946 184	905 071	928 234	1 189 079	5,2%	28,1%
dont : Production brute de sorgho	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 365 898	1 929 834	3,1%	41,3%
dont : Production brute de maïs	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 533 431	1 700 127	4,4%	10,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	347 501	325 138	384 690	325 566	350 392	0,2%	7,6%

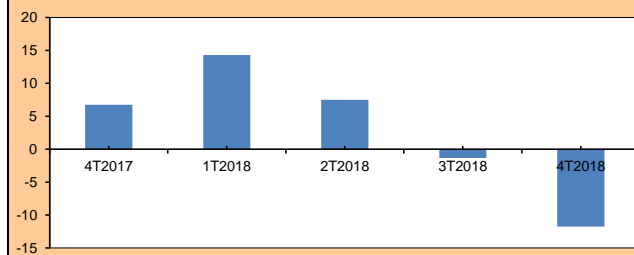


Le premier trimestre de 2019 a été marqué par les résultats définitifs de la campagne agricole 2018/2019. La production céréalière définitive, évaluée à 5 180 702 tonnes, est en hausse de 27,5% et de 16,9%, respectivement, par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale. Cette production est dominée par le maïs qui représente près de 32,9%. Certaines provinces comme le Zoundweogo, le Yahga, le Gourma, la Kompienga, le Loroum, le Kéné Dougou, le Tuy et la Leraba ont toutefois enregistré des baisses de production par rapport à l'année passée.

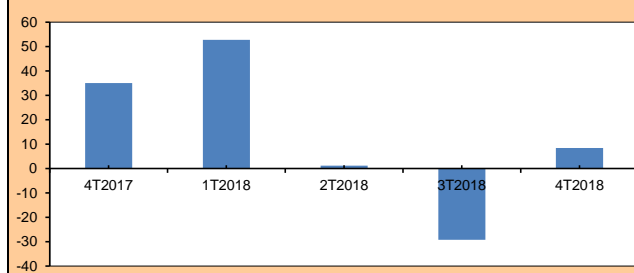
La production des autres cultures vivrières (igname, patate, niébé, voandzou) est en progression de 18,1% par rapport à la campagne précédente et de 13,0% par rapport à la moyenne quinquennale.

Quant aux cultures de rente (coton, arachide, sésame et soja), elles enregistrent une baisse importante de 19,4% par rapport à la campagne passée et de 22,6% par rapport à la moyenne quinquennale. Cette baisse est consécutive à la baisse de la production du coton (-44,0%) et de celle de l'arachide (-29,0%).

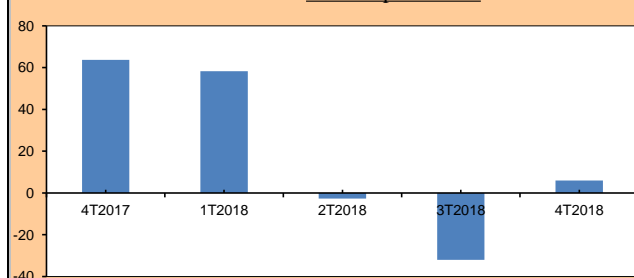
Le bilan céréalier définitif fait ressortir un excédent net de 950 554 tonnes. Le disponible apparent par habitant est de 249 kg/pers/an. Toutefois, les analyses du taux de couverture des besoins céréaliers par province montrent que 13 provinces, notamment le Kadiogo, la Komandjoari, le Zandoma, le Yatenga, le Passoré, le Namentenga, le Boulkiemdè, le Kouritenga, le Sanmatenga, le Gourma, le Bam, le Bazèga et l'Ouhritenga, n'arriveraient pas à couvrir leur besoin céréalier par leur propre production. Cette disparité existe également au niveau des ménages agricoles burkinabè où 42,5% d'entre eux sont non autonomes.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

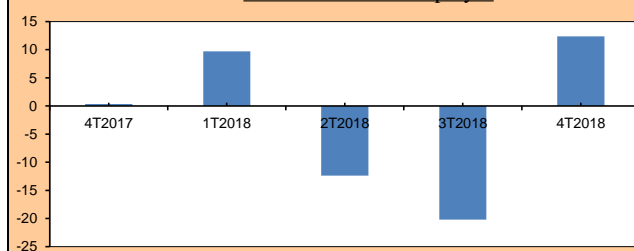
Le climat des affaires a été défavorable au quatrième trimestre 2018 comparé au troisième trimestre 2018

... sur les recettes**Recettes**

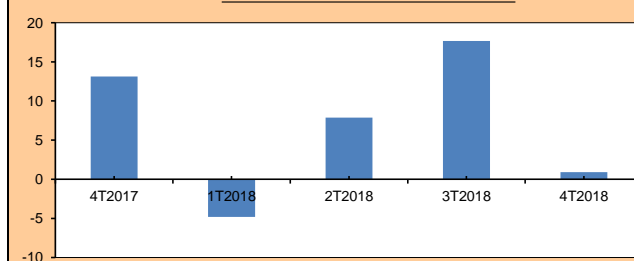
Par ailleurs, les ventes ont augmenté au quatrième trimestre après une suite au trimestre précédent.

... sur la production**Production**

Ainsi, la production des entreprises a augmenté au quatrième trimestre 2018 comparée au troisième trimestre.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

Aussi, les effectifs employés ont augmenté au quatrième trimestre après une baisse consécutive les deux trimestres précédents.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie des entreprises est demeurée bonne dans l'ensemble au quatrième trimestre 2018.

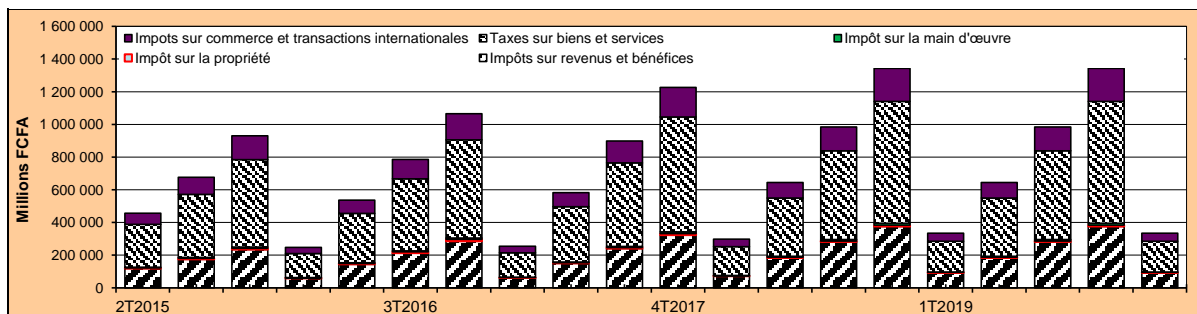
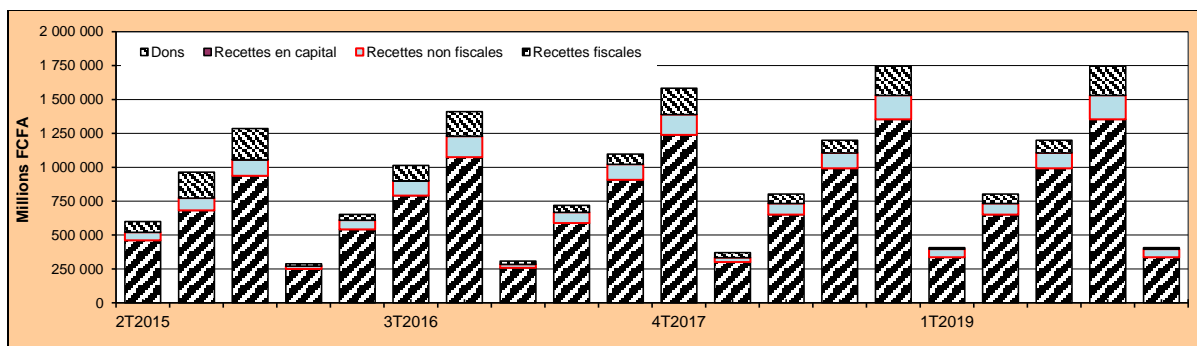
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2019, s'est soldée par un excédent (base engagement) de 8,66 milliards de FCFA, en amélioration de 93,17 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	370 943,1	803 040,3	1 198 540,5	1 745 866,1	407 778,0	26,0%	9,9%
Recettes totales	1 283 901,5	333 975,5	733 230,2	1 105 140,2	1 530 775,1	396 418,9	30,9%	18,7%
Recettes courantes	1 283 901,5	333 975,5	733 230,2	1 105 140,2	1 530 775,1	396 418,9	30,9%	18,7%
Recettes fiscales	1 127 291,3	301 150,6	650 868,5	992 285,5	1 354 257,1	336 292,4	29,8%	11,7%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	71 288,0	184 663,2	281 518,2	375 600,9	92 461,3	30,1%	29,7%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	3 124,2	6 054,8	9 238,2	12 426,5	3 197,8	16,7%	2,4%
Taxes sur biens et services	607 410,3	176 077,6	356 279,3	542 745,0	744 879,1	187 226,8	30,8%	6,3%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	46 080,0	95 153,2	145 478,3	202 146,7	49 260,5	27,0%	6,9%
Autres recettes fiscales	10 590,0	2 766,8	5 610,7	8 341,1	11 398,7	2 247,3	21,2%	-18,8%
Recettes non fiscales	156 610,2	32 825,0	82 361,7	112 854,7	176 518,0	60 126,5	38,4%	83,2%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	286 274,2	36 967,6	69 810,1	93 400,2	215 091,0	11 359,1	4,0%	-69,3%
Projets	213 771,5	23 242,5	49 477,1	64 045,0	122 390,1	7 423,4	3,5%	-68,1%
Programmes	72 502,7	13 725,2	20 333,1	29 355,3	92 700,9	3 935,7	5,4%	-71,3%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 407,78 milliards de FCFA contre 370,94 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit un accroissement de 36,83 milliards de FCFA (+9,93%). Cette progression est due uniquement à la hausse des recettes propres.

Les recettes propres se sont établies à 396,42 milliards de FCFA, en hausse de 62,44 milliards de FCFA (+18,70%) par rapport à fin mars 2018. Ce résultat est attribuable aussi bien à l'accroissement des recettes fiscales de 35,14 milliards de FCFA (+11,67%), qu'à celui des recettes non fiscales de 27,30 milliards de FCFA (+83,17%).

La progression des recettes fiscales s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « impôts sur revenus et bénéfices » (+21,17 milliards de FCFA), de la « taxe sur biens et services » (+11,15 milliards de FCFA), et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+03,18 milliards de FCFA).

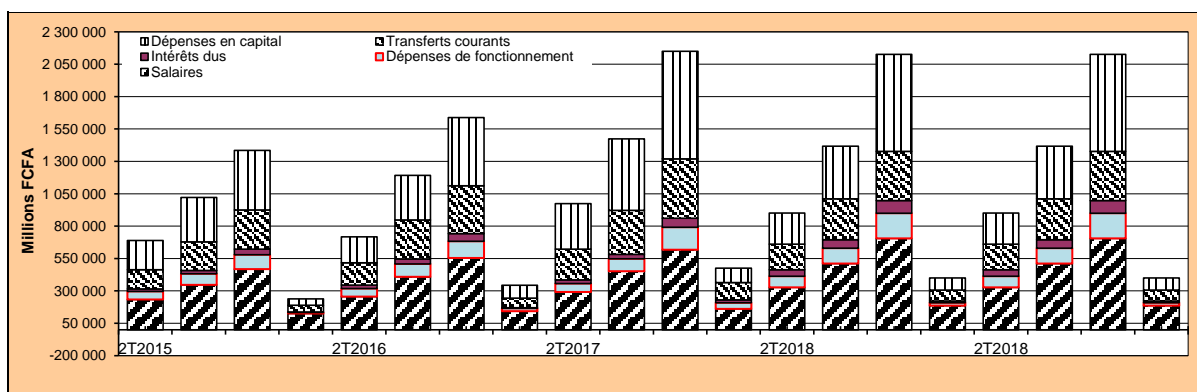
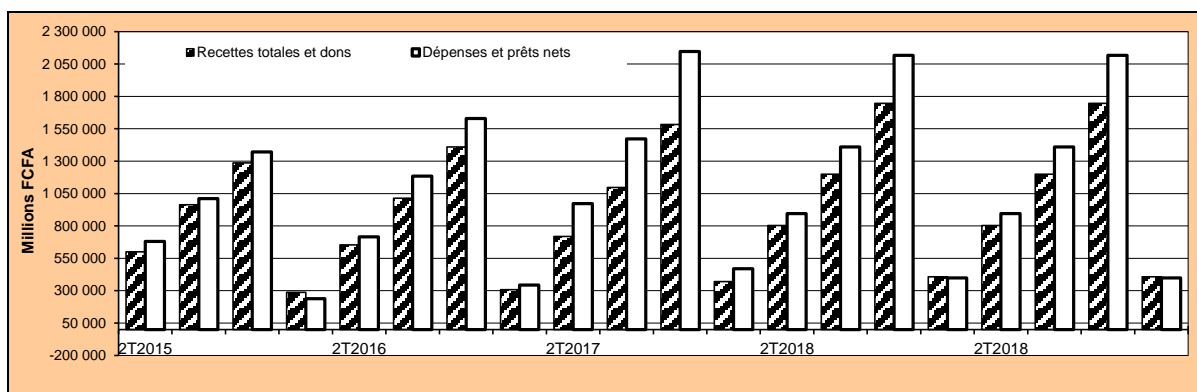
Les recettes non fiscales ont marqué une hausse de 83,17% passant de 32,82 milliards de FCFA à fin mars 2018 à 60,13 milliards de FCFA à fin mars 2019. Cette hausse résulte principalement de celle des ventes non industriels (+40,32 milliards de FCFA) consécutive aux recettes des licences de téléphonie.

La mobilisation des dons s'est chiffrée à 11,36 milliards de FCFA à fin mars 2019 contre 36,97 milliards de FCFA à fin mars 2018, soit une baisse de 25,61 milliards de FCFA (-69,27%). Cette évolution est fortement marquée par la baisse aussi bien des dons programmes que par celle des dons projets, respectivement de 9,79 milliards de FCFA et de 15,82 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2018	2018	2019		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	470 116,1	895 644,4	1 410 370,8	2 116 480,3	399 113,4	22,2%	-15,1%
Dépenses	1 799 564	475 112,2	901 706,3	1 416 940,6	2 126 579,1	399 620,4	22,2%	-15,9%
Dépenses courantes	1 070 590	364 429,6	660 458,3	1 011 292,4	1 376 780,3	306 424,2	28,6%	-15,9%
Salaires	519 075	161 967,7	328 058,0	511 743,1	705 106,9	187 216,6	36,1%	15,6%
Dépenses de fonctionnement	140 308	47 017,3	84 916,5	117 835,3	195 194,7	22 193,4	15,8%	-52,8%
Intérêts dus	49 512	22 158,8	50 987,8	65 335,4	97 240,5	12 241,6	24,7%	-44,8%
Transferts courants	361 696	133 285,8	196 496,1	316 378,6	379 238,4	84 772,6	23,4%	-36,4%
Dépenses en capital	728 973	110 682,6	241 247,9	405 648,2	749 798,8	93 196,2	12,8%	-15,8%
financées sur ressources propres	366 395	55 822,5	136 269,4	264 806,8	443 309,0	63 928,1	17,4%	14,5%
Prêts nets	-2 932	-4 996,1	-6 061,9	-6 569,8	-10 098,8	-507,0	17,3%	-89,9%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 399,11 milliards de FCFA à fin mars 2019 contre 470,12 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit une contraction de 71,00 milliards de FCFA (-15,10%). Cette baisse est imputable aussi bien à la diminution des dépenses courantes de 58,01 milliards de FCFA ainsi qu'à celle des dépenses en capital de 17,49 milliards de FCFA.

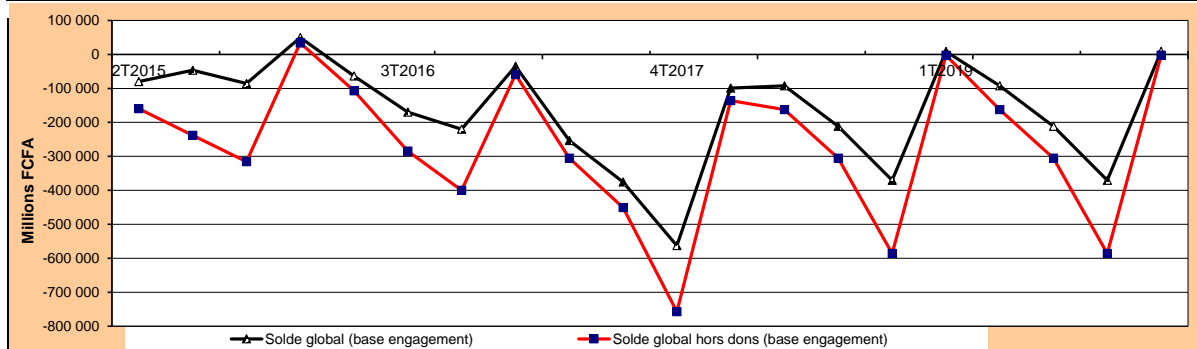
La regression des dépenses courantes résulte, d'une part, des hausses des dépenses de personnel (+25,25 milliards de FCFA) et, d'autre part, des baisses des dépenses de fonctionnement (-24,82 milliards de FCFA) et des transferts courants (-48,51 milliards de FCFA). La hausse des dépenses de personnel s'explique par l'effet des effectifs additionnels et des avancements statutaires. La baisse des dépenses de fonctionnement et des transferts courants sont imputables aux effets des mouvements sociaux qui ont impactés leur exécution.

Quant aux dépenses en capital à fin mars 2019, elles ont aussi marqué une baisse de 15,80% par rapport à fin mars 2018 en s'établissant à 93,20 milliards de FCFA. Cette baisse résulte d'une hausse des investissements financés sur ressources propres qui ont crû de 8,11 milliards de FCFA et d'une baisse des investissements sur ressources extérieures de 24,68 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2018	2018	2019		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-99 173,0	-92 604,0	-211 830,3	-370 614,2	8 664,7	-3,8%	-108,7%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-136 140,6	-162 414,2	-305 230,5	-585 705,2	-2 694,5	0,5%	-98,0%
Solde primaire	-463 218,4	-113 981,8	-111 426,4	-239 895,2	-488 464,8	9 547,1	-2,1%	-108,4%
Solde de base	-150 152,0	-82 193,2	-58 766,5	-165 720,0	-360 546,3	26 573,7	-17,7%	-132,3%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-138 777,1	-169 677,2	-315 939,4	-467 262,0	-82 839,7	36,6%	-40,3%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-175 744,7	-239 487,3	-409 339,6	-682 353,0	-94 198,9	18,4%	-46,4%

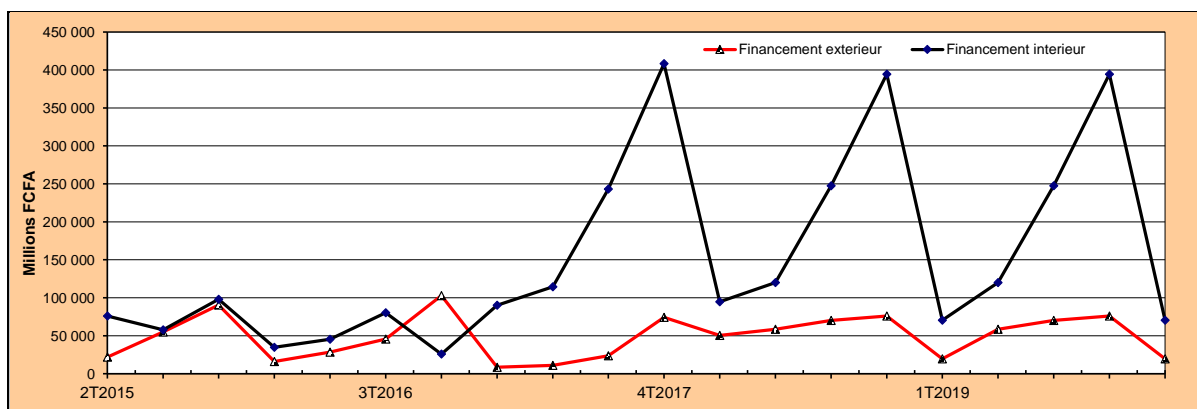


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à +8,66 milliards de FCFA au 31 mars 2019 contre -99,17 milliards de FCFA à fin mars 2018, soit une amélioration de 107,84 milliards de FCFA.

Quant au solde global (base caisse), il s'est situé à -82,84 milliards de FCFA à fin mars 2019 contre -138,78 milliards de FCFA à fin mars 2018. Ce solde a été couvert par un financement intérieur net de 70,35 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 19,49 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin mars 2019 s'est caractérisé par cinq (05) émissions de bons du Trésor et deux (02) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 113,76 milliards de FCFA et 29,31 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 101,29 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 0 milliard de FCFA pour les obligations.

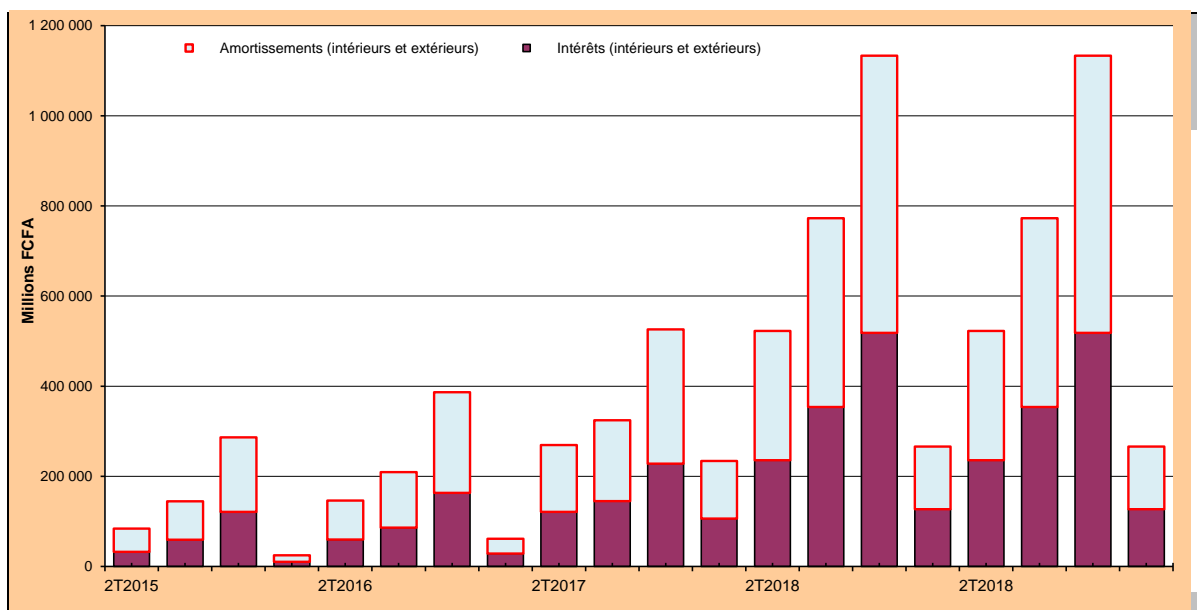
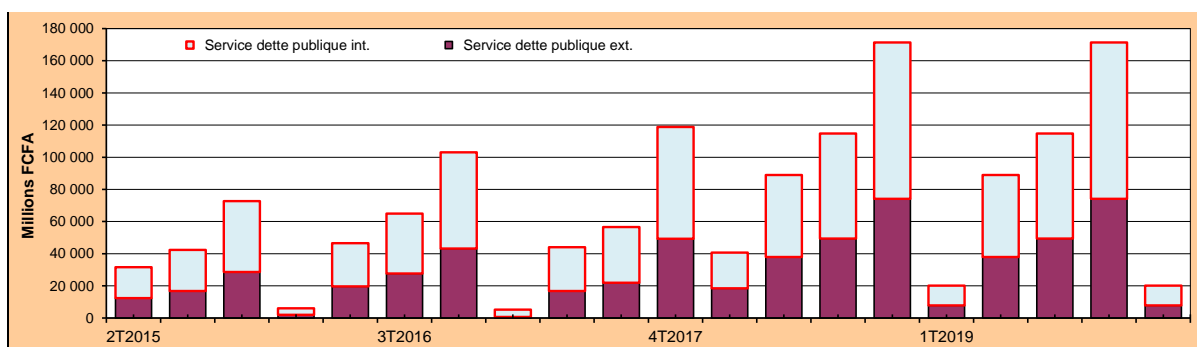
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2018	2018	2019		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	226 456,3	145 395,3	178 571,3	317 682,5	470 480,2	89 839,4	39,7%	-38,2%
Financement extérieur	168 413,5	50 559,9	58 635,3	70 219,6	75 891,1	19 487,9	11,6%	-61,5%
Décaissements extérieurs	207 105,5	58 911,1	82 376,8	103 671,7	130 974,9	29 878,9	14,4%	-49,3%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-8 351,2	-23 741,5	-33 452,1	-55 083,8	-10 391,0	26,9%	24,4%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	94 835,5	119 936,0	247 462,9	394 589,1	70 351,5	121,2%	-25,8%
Financement bancaire	63 817,7	69 181,8	3 324,6	94 350,8	82 321,9	46 658,1	73,1%	-32,6%
Secteur non bancaire	-5 774,8	25 653,7	116 611,4	153 112,1	312 267,2	23 693,5	-410,3%	-7,6%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2018	2018	2019		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	128 188,5	286 759,4	419 007,9	615 369,3	139 212,4	71,3%	8,6%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	106 029,7	235 771,7	353 672,5	518 128,8	126 970,8	87,2%	19,8%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	22 158,8	50 987,8	65 335,4	97 240,5	12 241,6	24,7%	-44,8%
Service dette publique int.	134 763,3	116 183,2	249 954,8	369 665,9	537 183,3	124 461,3	92,4%	7,1%
Amortissements	106 957	97 678,5	212 030,2	320 220,5	463 045,0	116 579,8	109,0%	19,4%
Intérêts	27 806	18 504,7	37 924,6	49 445,5	74 138,3	7 881,5	28,3%	-57,4%
Service dette publique ext.	60 398,0	12 005,3	36 804,7	49 342,0	78 186,0	14 751,1	24,4%	22,9%
Amortissements	38 692	8 351,2	23 741,5	33 452,1	55 083,8	10 391,0	24,4%	24,4%
Intérêts	21 706	3 654,1	13 063,2	15 889,9	23 102,1	4 360,1	20,1%	19,3%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	3,6%	5,0%	4,5%	5,1%	3,7%	0,1 points	

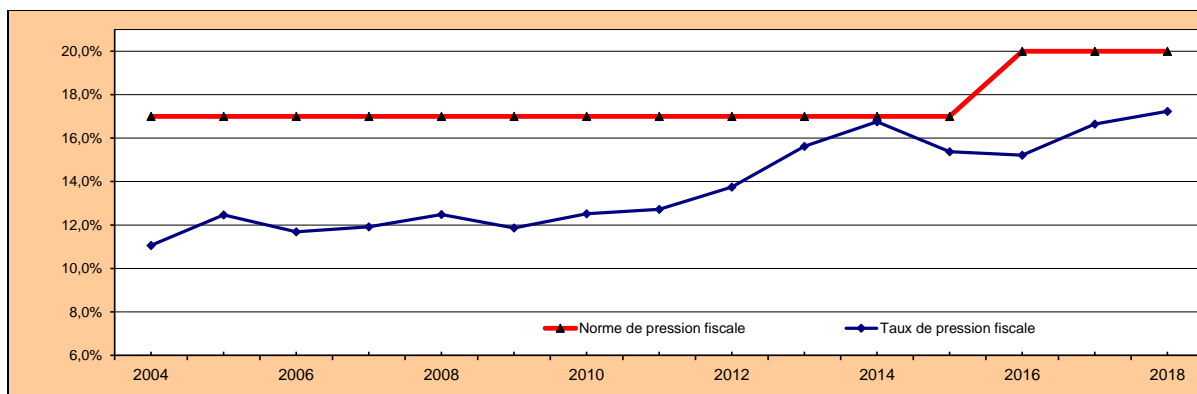


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 3,7% à fin mars 2019 contre 3,6% à fin mars de l'année dernière, marquant une hausse de 0,1 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Solde budgétaires global / PIB nominal	\geq	-3%	-1,9%	-1,4%	-3,4%	-7,9%	-4,7%
Taux d'inflation	\leq	3%	-0,3%	-5,2%	0,4%	0,6%	0,6%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	\leq	70%	31,6%	35,5%	38,8%	38,8%	42,8%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	\leq	35%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%	52,1%
Taux de pression fiscale	\geq	20%	15,4%	15,2%	16,6%	17,4%	17,2%



En 2018, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premier rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2018. Le taux de pression fiscale s'établirait à 17,2% en 2018 contre 17,4% en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

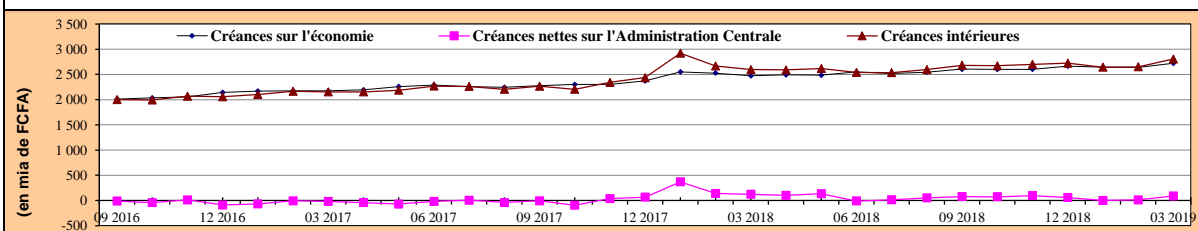
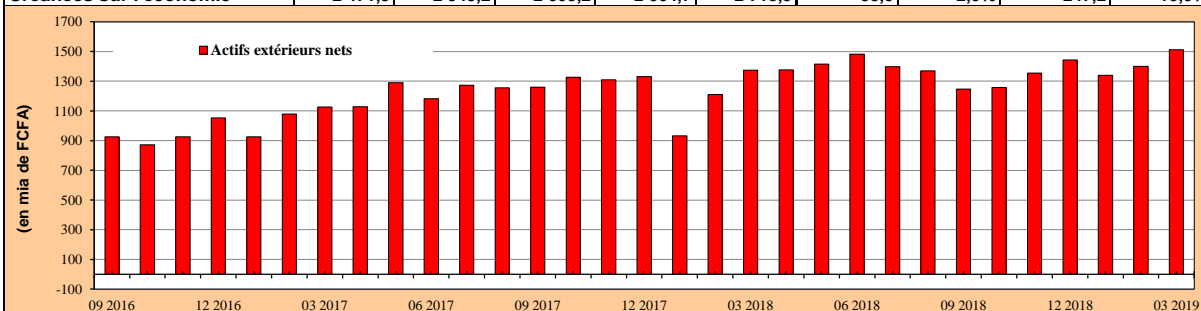
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2018 et fin mars 2019, par un accroissement des Actifs extérieurs nets (AEN) de 69,3 milliards (+4,8%) et une progression des créances intérieures de 83,7 milliards (+3,1%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 176,8 milliards (+4,8%). Au cours du trimestre, les passifs à caractère non monétaire se sont accrues de 18,7 milliards (+3,0%).

Par rapport à fin mars 2018, la masse monétaire a enregistré une progression de 357,2 milliards de FCFA (+10,1%), imprimée aussi bien par les créances intérieures (+213,1 milliards de FCFA, soit +8,2%) que les AEN (+137,8 milliards de FCFA, soit +10,0%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Circulation fiduciaire	494,8	513,3	497,9	579,9	594,8	14,9	2,6%	100,1	20,2%
Dépôts transférables	1 666,1	1 672,7	1 547,6	1 705,7	1 813,0	107,3	6,3%	146,9	8,8%
BCEAO	0,3	1,2	0,4	0,4	0,3	-0,1	-18,3%	0,0	-10,2%
Banques	195,7	616,4	195,7	785,9	195,7	-590,2	-75,1%	0,0	0,0%
CCP et CNE	212,0	219,1	219,1	219,1	219,1	0,0	0,0%	7,1	3,3%
M1	2 160,8	2 186,0	2 045,5	2 285,6	2 407,8	122,2	5,3%	247,0	11,4%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 373,9	1 465,0	1 451,4	1 429,5	1 484,1	54,6	3,8%	110,2	8,0%
BCEAO	0,3	1,2	0,4	0,4	0,3	-0,1	-18,3%	0,0	-10,2%
AID	1 373,5	1 464,7	1 451,0	1 429,2	1 483,7	54,6	3,8%	110,2	8,0%
Masse monétaire (M2)	3 534,7	3 651,0	3 496,9	3 715,1	3 891,9	176,8	4,8%	357,2	10,1%
Actifs extérieurs nets	1 375,0	1 482,1	1 246,6	1 443,5	1 512,8	69,3	4,8%	137,8	10,0%
BCEAO	0,3	1,2	0,4	0,4	0,3	-0,1	-18,3%	0,0	-10,2%
Banques	1 453,7	1 452,4	1 328,1	1 486,2	1 593,6	107,3	7,2%	139,8	9,6%
Créances intérieures	2 594,6	2 540,1	2 683,3	2 724,0	2 807,7	83,7	3,1%	213,1	8,2%
Créances nettes sur l'Admini	123,3	-9,1	78,1	59,3	89,1	29,8	50,3%	-34,1	-27,7%
BCEAO	0,3	1,2	0,4	0,4	0,3	-0,1	-18,3%	0,0	-10,2%
Banques	1 453,7	1 452,4	1 328,1	1 486,2	1 593,6	107,3	7,2%	139,8	9,6%
Créances sur l'économie	2 471,3	2 549,2	2 605,2	2 664,7	2 718,5	53,9	2,0%	247,2	10,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets

Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 512,8 milliards à fin mars 2019, en hausse de 4,8% par rapport à fin décembre 2018. Cette progression est exclusivement imprimée par les Autres institutions de dépôts (AID) dont les AEN se sont accrus de 119,9 milliards (+10,6%), les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ayant connu un repli de 50,6 milliards (-16,3%).

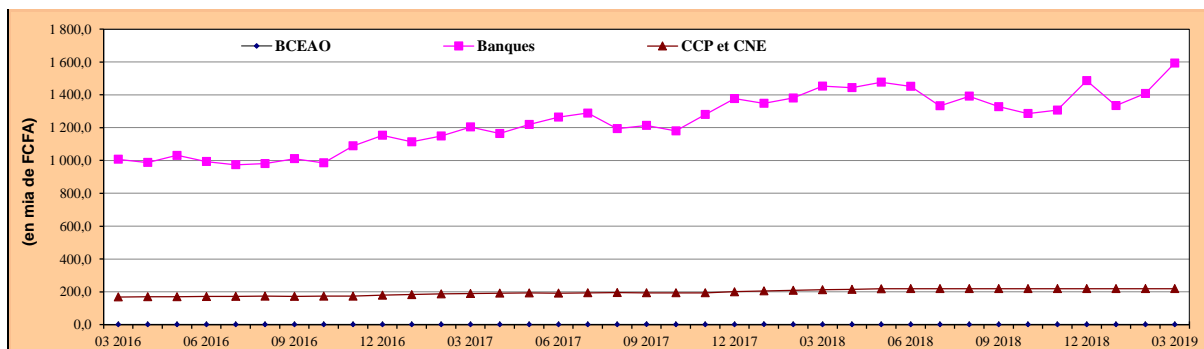
Le redressement des AEN des AID est dû à une diminution plus importante de leurs engagements bruts vis-à-vis de l'extérieur (-154,0 milliards) par rapport à celle de leurs créances brutes sur les non-résidents (-34,1 milliards).

La diminution des engagements extérieurs bruts des AID, a été imprimée par le repli des dépôts reçus des non-résidents (-157,7 milliards, soit -51,6%), les crédits obtenus des institutions financières non-résidentes étant en hausse (+4,1 milliards, soit +2,5%).

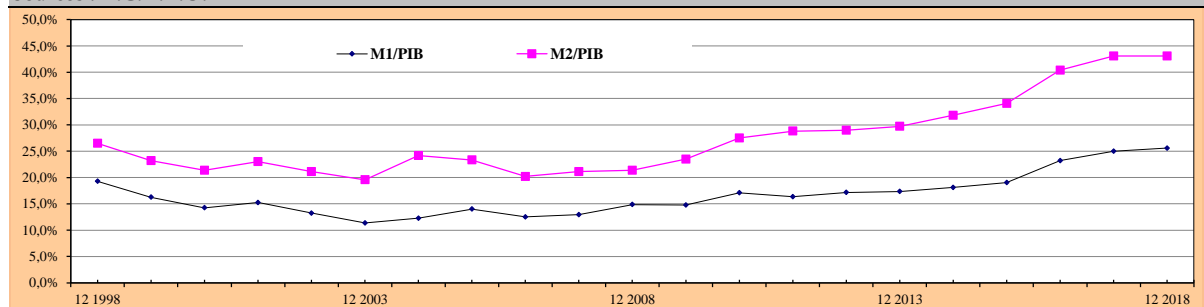
En ce qui concerne la baisse des créances brutes des AID sur l'extérieur, elle s'explique principalement par le repli de l'encours de leurs dépôts dans les institutions financières non résidentes (-84,4 milliards, soit -38,5%), leurs encours de crédits octroyés aux non-résidents (+26,5 milliards, soit +5,8%) ainsi que ceux des titres publics des autres Etats de l'Union détenus (+20,6 milliards, soit +2,3%) s'étant inscrits en hausse.

S'agissant du repli des AEN de la Banque Centrale, il est la résultante d'une hausse de ses engagements extérieurs bruts (+184,1 milliards, soit +29,7%), plus importante que celle de ses créances brutes sur les non-résidents (+133,4 milliards, soit +14,4%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 137,8 milliards de FCFA (+10,0%), imprimé par ceux la BCEAO (+84,4 milliards, soit +48,1%) et des AID (+53,4 milliards, soit +4,5%).



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 2 807,7 milliards à fin mars 2019 contre 2 724,0 milliards à fin décembre 2018, soit une progression de 83,7 milliards (+3,1%) en rythme trimestriel. Cet accroissement est imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 53,9 milliards (+2,0%) et des Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 29,8 milliards (+50,3%).

En variation annuelle, les créances intérieures ont progressé de 213,1 milliards (+8,2%), sous l'effet de la hausse des créances sur l'économie de 247,2 milliards (+10,0%), en dépit de la baisse des CN-AC (-34,1 milliards, soit -27,7%).

a) Les créances du système bancaire sur l'économie

Les crédits à l'économie se sont situés à 2 718,5 milliards à fin mars 2019, après un niveau de 2 664,7 milliards à fin décembre 2018, soit une hausse de 2,0%, dont +37,5 milliards de crédits au secteur privé et +16,3 milliards aux sociétés non financières publiques.

Au premier trimestre 2018, les crédits à l'économie avaient augmenté de 4,3% par rapport à leur niveau de 2 370,2 milliards à fin décembre 2017.

Par rapport à fin mars 2018, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 247,2 milliards (+10%), dont +138,5 milliards de crédits aux sociétés non financières publiques et +123,8 milliards au secteur privé.

b) Les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale

Au cours du premier trimestre de l'année 2019, les CN-AC ont connu un accroissement de 29,8 milliards (+50,3%), enregistré au niveau de la BCEAO dont les engagements nets vis-à-vis du Trésor public se sont réduits (-35,8 milliards), en lien avec la baisse des dépôts d'Etat (-27,4 milliards) combinée à la hausse les crédits du FMI (+13,7 milliards).

Quant aux créances nettes des banques commerciales sur l'Administration centrale, elles se sont repliées de 6,0 milliards, suite à la progression des dépôts de l'Etat (+14,5 milliards) plus importante que celle de leurs créances brutes sur l'Etat, notamment sous forme notamment de titres publics (+8,9 milliards).

En variation annuelle, les CN-AC ont accusé un repli de 34,1 milliards (-27,7%) dont -18,3 milliards au niveau des banques commerciales et -15,9 milliards au niveau de la BCEAO.

La baisse des CN-AC des banques s'explique par la baisse de leurs encours de crédits à l'Etat (-70,4 milliards) malgré la hausse de leurs souscriptions de titres publics (+38,0 milliards).

La diminution en variation annuelle des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration centrale s'explique notamment par le remboursement par l'Etat de 5,3 milliards de crédits adossés aux allocations DTS et de 3,4 milliards des crédits du FMI.

Masse monétaire et ses composantes

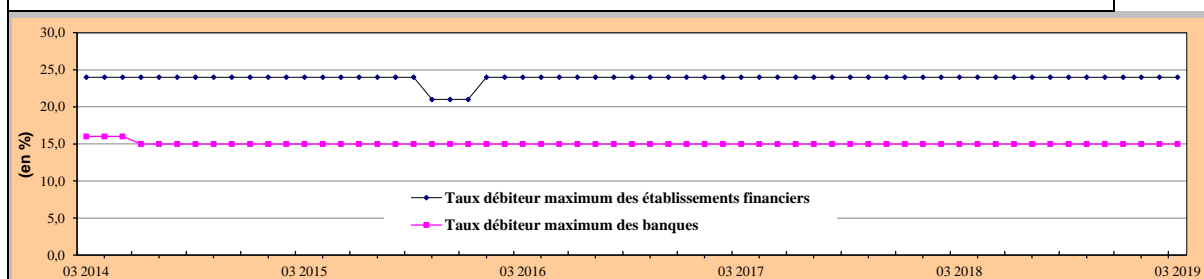
En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 176,8 milliards (10,1%) entre fin décembre 2018 et fin mars 2019. Cet accroissement est imprimé aussi bien par les dépôts (+161,8 milliards, soit +5,2%) que par la circulation fiduciaire (+14,9 milliards, soit +2,6%). Au premier trimestre 2018, la masse monétaire avait enregistré une augmentation de 168,0 milliards (+5,0%) suite à une hausse des dépôts (+121,1 milliards, soit +4,1%) et de la circulation fiduciaire (+46,9 milliards, soit +10,5%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.14	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18
				Est.	Est.
M1/PIB	19,0%	23,2%	25,0%	28,4%	25,6%
M2/PIB	34,1%	40,4%	43,1%	47,2%	43,1%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux crédeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du quatrième trimestre 2018, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume de nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 408,6 milliards au premier trimestre 2019 contre 426,4 milliards au premier trimestre 2018, soit une baisse de 4,2%. Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,25% contre 7,51% à la même période en 2018, soit une hausse de 0,26 point de pourcentage sur un an.

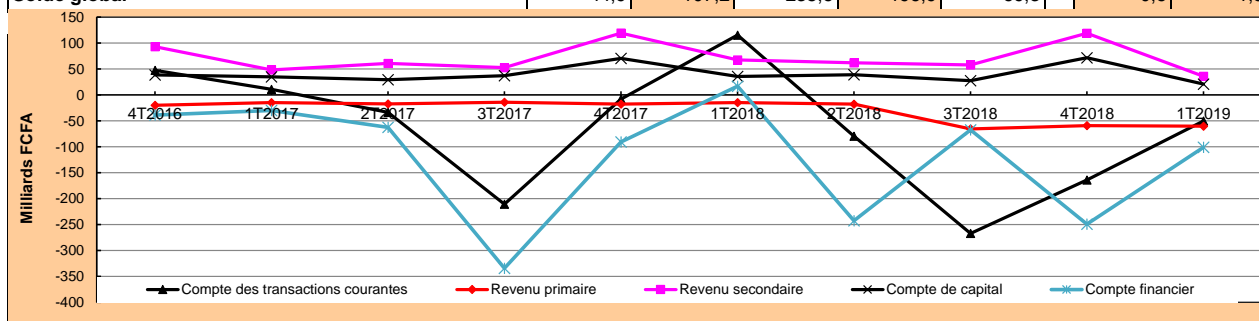
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des trois premiers mois de l'année 2019 s'est établi à 441,3 milliards, après 352,2 milliards collectés au premier trimestre 2018, soit une progression de 16,0%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,71% contre 5,66% au premier trimestre 2018, soit un rehaussement de 0,05 point de pourcentage.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au premier trimestre de l'année 2019, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent du solde global de 69,3 milliards, après un excédent de 196,9 milliards enregistré au trimestre précédent. La détérioration du solde global, en variation trimestrielle (-127,7 milliards) est essentiellement attribuable aux comptes du revenu secondaire qui s'est détérioré de 83,3 milliards en ressortant excédentaire à 35,9 milliards contre 119,1 milliards au trimestre précédent et de celui du compte de capital ressorti à 20,9 milliards contre 71,7 milliards le trimestre précédent.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2018	2019	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	115,4	-79,5	-267,2	-164,0	-50,5	-0,7	-0,8
Biens et services	62,7	-123,5	-259,6	-224,0	-26,0	-0,9	-0,9
Biens	134,0	-46,4	-176,9	-123,1	43,2	-1,4	-1,2
Services	-71,3	-77,1	-82,6	-100,9	-69,2	-0,3	-0,2
Revenu primaire	-14,7	-17,8	-65,6	-59,1	-60,4	0,0	-0,1
– Intérêt sur dette publique	-3,7	-9,4	-2,8	-15,9	-7,4	-0,5	1,6
Revenu secondaire	67,5	61,8	57,9	119,1	35,9	-0,7	-0,4
Administrations publiques	12,5	5,6	3,0	56,0	-1,3	-1,0	-1,4
Autres secteurs	55,0	56,2	54,9	63,1	37,2	-0,4	-0,3
– Envois de fonds des travailleurs	50,0	51,0	50,1	58,8	37,6	-0,4	-0,2
Compte de capital	35,5	39,0	27,6	71,7	20,9	-0,7	-0,2
Transferts de capital	35,5	39,0	27,6	71,7	20,9	-0,7	-0,2
Administration publique	23,2	26,3	14,6	58,3	7,4	-0,9	-0,5
Autre secteurs	12,3	12,8	13,0	13,3	13,4	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	118,9	-40,5	-239,7	-92,3	-29,6	-0,7	-0,9
Compte financier	16,9	-242,8	-67,4	-249,4	-101,0	-0,6	0,5
Investissement direct	1,6	1,0	0,9	2,1	4,9	1,3	4,7
Titres de participation	-14,9	-15,8	-15,9	-14,5	-24,0	0,7	0,5
Instruments de dettes	16,5	16,8	16,8	16,6	28,9	0,7	0,7
Investissements de portefeuille	-35,2	-37,4	-37,3	-39,9	-40,9	0,0	0,1
Titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-35,2	-37,4	-37,3	-39,9	-40,9	0,0	0,1
Autres investissements	50,5	-206,4	-30,9	-211,7	-65,0	-0,7	1,1
Administrations publiques	-151,8	-166,0	-144,0	-67,4	-55,8	-0,2	-0,6
Solde global	44,9	107,2	-235,6	196,9	69,3	-0,6	-1,3



Le compte des transactions courantes

Le déficit du compte des transactions courantes s'est atténué de 113,4 milliards au premier trimestre 2019, en ressortant en déficit de 50,5 milliards contre 164,0 milliards au trimestre précédent. Cette évolution favorable en variation trimestrielle est imputable notamment à une diminution du déficit des échanges de biens et de services.

Le solde de la balance des biens s'est amélioré en variation trimestrielle, en passant d'un déficit de 123,1 milliards au quatrième trimestre 2018 à un excédent de 43,2 milliards au premier trimestre 2019. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+102,7 milliards, soit +22,9%) et d'une baisse des importations (-63,6 milliards, soit -11,1%).

En variation annuelle, l'excédent commercial est en baisse de 90,7 milliards soit -67,7% au premier trimestre 2019. Cette variation est en lien avec la progression des importations (+36,9 milliards, soit +7,8%), accentuée par le repli des exportations (-53,8 milliards, soit -8,9%).

Le déficit structurel de **la balance des services** s'est atténué de 31,7 milliards, passant de 100,9 milliards quatrième trimestre 2018 à 69,2 milliards au premier trimestre 2019. Cette évolution s'explique notamment par celui des services de fret, en relation avec la baisse des importations. En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est atténué de 2,1 milliards.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 60,4 milliards au premier trimestre 2019, après des sorties nettes de 59,1 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 1,3 milliard imprimée notamment par la progression des revenus des investissements versés aux non-résidents, en dépit de la baisse des paiements au titre des intérêts de la dette publique extérieure de 8,5 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé de 13,4 milliards.

L'excédent du compte du revenu secondaire s'est réduit de 83,3 milliards, en ressortant 35,9 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 119,1 milliards au dernier trimestre de 2018. Cette évolution s'explique par le décaissement exceptionnel 63,3 milliards d'aides budgétaires enregistré au dernier trimestre de 2018. Un tel phénomène avait été observé au quatrième trimestre 2018 où 62,3 milliards avaient été décaissés. En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est détérioré de 13,8 milliards en lien notamment avec le repli des appuis budgétaires (-9,9 milliards).

Le solde du compte de capital s'est solde par un excédent de 20,9 milliards, après une réalisation de 71,7 milliards au quatrième trimestre 2018, soit une détérioration 50,6 milliards, sous l'effet notable du repli des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 7,4 milliards au cours du premier trimestre 2019, contre 58,3 milliards au quatrième trimestre 2018, enregistrant une baisse de 50,9 milliards. Le dernier trimestre de chaque année enregistre généralement des niveaux exceptionnels de décaissements des appuis projets.

De l'évolution des **comptes de transactions courantes** et du compte de capital, il résulte un besoin de financement de l'économie du Burkina Faso d'un montant de 29,6 milliards au premier trimestre 2019, contre un besoin de financement de 92,3 milliards au trimestre précédent. Au premier trimestre 2018, une capacité de financement de 118,9 milliards avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 101,0 milliards, après des entrées nettes de 249,4 milliards au quatrième trimestre 2018, soit une détérioration de 148,4 milliards. Cette évolution défavorable est imprimée par les flux nets entrants au titre des autres investissements qui ont baissé de 146,7 milliards pour se fixer à 65,0 milliards contre 211,7 milliards au trimestre précédent. Ce repli a été enregistré au niveau des flux nets entrants au profit du secteur privé pour 135,1 milliards et de l'Administration publique pour 41,9 milliards. Au cours de la période sous revue, des sorties nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 2,8 milliards. En variation annuelle, le compte financier a enregistré une amélioration de 203,7 milliards par rapport aux sorties nettes de capitaux de 102,7 milliards enregistrées au premier trimestre 2018.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin mars 2019, **la PEG** du Burkina Faso est ressortie débitrice de 2.030,4 milliards, après des positions nettes débitrices de 1.621,6 milliards et 1.856,3 milliards, respectivement à fin mars 2018 et fin décembre 2018. Cette aggravation de la position débitrice de 174,2 milliards en variation trimestrielle est consécutive à une progression du stock de passifs financiers (+182,8 milliards), en dépit de la hausse du stock d'actifs financiers (+8,6 milliards). Les avoirs de réserve se sont établis à 15,1 milliards à fin mars 2019, après une réalisation de 24,1 milliards à fin décembre 2018, correspondant à une diminution de 37,2%. Par rapport à fin mars 2018 où le stock de réserves était de 33,4 milliards, une diminution de 54,7% a été enregistrée.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

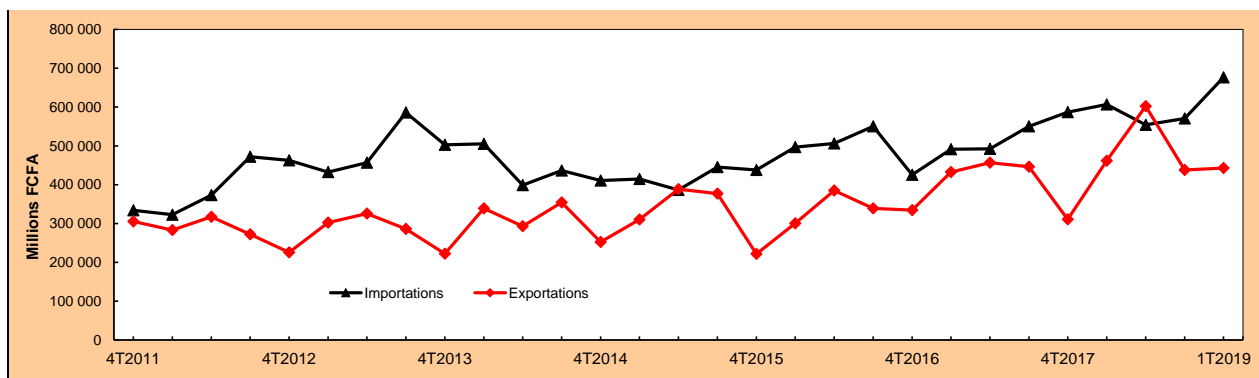
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	606 598,8	554 155,1	570 803,1	591 449,2	676 635,1	14,4%	11,5%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	5 383,2	4 750,9	7 248,7	5 619,1	6 470,7	15,2%	20,2%
Produits du règne végétal	37 007,0	31 331,7	35 511,5	36 735,9	38 047,5	3,6%	2,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 602,9	5 170,4	5 062,3	4 453,6	6 134,3	37,7%	9,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	30 091,8	28 905,6	25 968,2	27 626,6	30 987,0	12,2%	3,0%
Produits minéraux	187 765,2	161 545,7	169 825,5	169 124,0	221 335,0	30,9%	17,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	58 026,5	81 612,2	87 246,2	75 133,6	71 496,2	-4,8%	23,2%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 957,8	18 940,1	20 371,1	24 900,2	28 085,2	12,8%	34,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	227,4	512,2	1 786,2	262,7	452,8	72,4%	99,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 138,4	1 157,0	1 002,9	851,1	955,7	12,3%	-16,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 189,9	5 124,4	7 925,3	9 056,4	8 488,4	-6,3%	3,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 484,8	6 315,1	8 864,4	6 150,6	9 620,9	56,4%	28,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 488,1	1 166,9	1 752,2	1 575,0	2 081,1	32,1%	39,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 853,2	4 828,9	3 599,0	4 074,7	5 004,3	22,8%	3,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	85,4	75,5	55,6	85,5	135,7	58,6%	58,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 578,2	34 461,6	36 041,8	46 511,6	50 369,9	8,3%	30,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	129 113,6	98 480,3	91 128,1	109 029,4	123 389,2	13,2%	-4,4%
Matériel de transport	57 818,8	55 924,4	50 363,7	54 368,6	60 399,3	11,1%	4,5%
Instrumentes et appareils d'optique, de photographie...	4 959,1	7 731,0	6 730,3	7 902,6	5 244,6	-33,6%	5,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1 261,3	134,8	3 662,4	3 060,3	49,7	-98,4%	-96,1%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 14,4% portant le niveau des importations de 591,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 à 676,6 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018. La hausse de la facture pétrolière de 52,2 milliards de FCFA et des importations des « Machines et appareils, matériels électriques et leur parties » de 14,4 milliards de FCFA ont été les leviers de cette évolution.

Comparativement au même trimestre de 2017, la même tendance a été observée avec une hausse de 11,5% soit 69,5 milliards de FCFA. La hausse de la facture pétrolière de 33,6 milliards de FCFA, des importations de « Produits des industries chimiques et industries connexes » de 13,5 milliards de FCFA et des « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 11,8 milliards de FCFA ont imprimé leurs rythmes aux importations.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	461 664,1	602 205,5	438 152,9	315 140,4	442 718,3	40,5%	-4,1%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	207,2	565,0	266,5	226,3	176,0	-22,2%	-15,1%
Produits du règne végétal	31 871,0	97 080,1	84 915,6	14 931,0	43 610,6	192,1%	36,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	24 802,5	42 861,7	6 137,3	5 753,6	39 482,0	586,2%	59,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 859,0	3 281,0	2 379,7	2 829,3	5 545,0	96,0%	94,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 853,2	2 549,1	3 032,5	1 424,8	1 595,1	11,9%	-13,9%
Produits minéraux	99,5	401,9	82,0	171,3	97,3	-43,2%	-2,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 474,4	935,0	1 190,6	1 136,2	8 975,6	689,9%	508,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 126,4	85,6	84,7	162,3	1 882,6	1059,7%	67,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,5	8,8	56,1	66,6	15,7	-76,5%	2829,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	8,0	29,8	1,9	11,6	71,5	518,3%	793,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	1,6	91,8	20,9	48,0	69,9	45,5%	4378,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	77 248,1	132 549,8	23 896,7	1 178,4	22 515,1	1810,7%	-70,9%
dont coton fibre	75 832,6	132 101,9	23 051,5	194,7	21 620,9	11002,1%	-71,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	4,6	0,4	3,9	3,8	7,0	83,1%	51,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	59,2	79,1	75,8	13,4	5,3	-60,3%	-91,0%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	298 699,5	323 375,0	290 690,4	266 471,1	311 842,6	17,0%	4,4%
dont or	297 086,8	322 866,1	290 234,0	266 104,0	311 446,1	17,0%	4,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	35 183,3	35 954,5	23 336,8	20 014,9	35 714,3	78,4%	1,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	8 507,1	3 404,7	5 865,4	4 091,2	6 519,6	59,4%	-23,4%
Matériel de transport	2 088,0	1 492,0	1 423,3	1 548,4	3 718,5	140,1%	78,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	95,0	143,9	191,8	114,4	92,4	-19,2%	-2,8%
Marchandises et produits divers	210,8	106,4	309,5	612,7	174,1	-71,6%	-17,4%

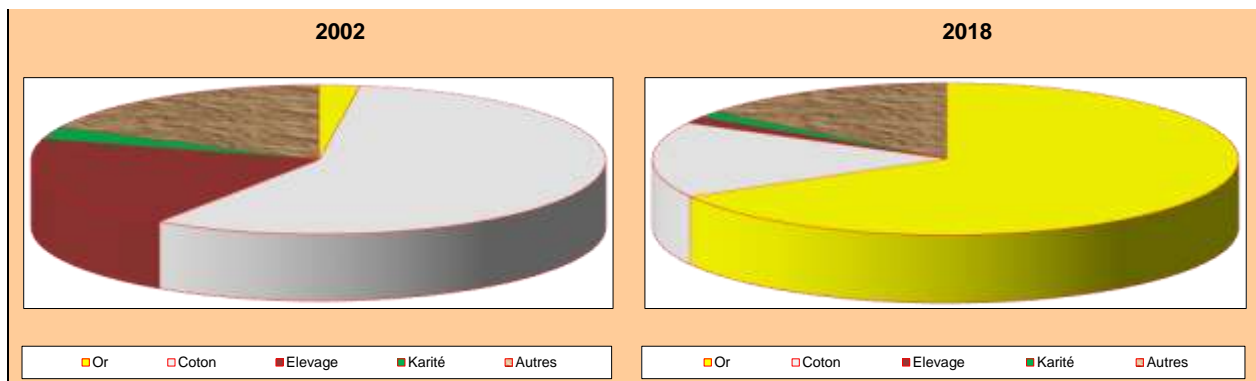


Au quatrième trimestre 2018, les exportations enregistrent une hausse de 40,5% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 315,1 milliards FCFA au troisième trimestre 2018 à 442,7 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations des produits du règne végétal, du coton fibre et d'or. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 45,3 milliards de FCFA, celles de coton fibre de 21,4 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 28,7 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance s'est inversée avec une légère baisse de 4,1%, soit -19,0 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2017. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations du coton fibre. En effet, la baisse des exportations de coton fibre de 54,7 milliards de FCFA, n'a pas été compensée par la hausse des exportations de l'or non monétaire de 14,4 milliards de FCFA et de celles des produits du règne végétal de 11,7 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2002	2015	2016	2017	2018
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,3%	62,7%	64,1%	65,6%	66,8%
Part du coton dans total	57,0%	18,3%	16,1%	16,0%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	20,1%	1,7%	1,4%	1,3%	1,4%
Part du karité dans total	2,8%	1,3%	1,6%	1,5%	1,5%
Part des autres produits dans total	17,8%	16,0%	16,8%	15,6%	14,3%

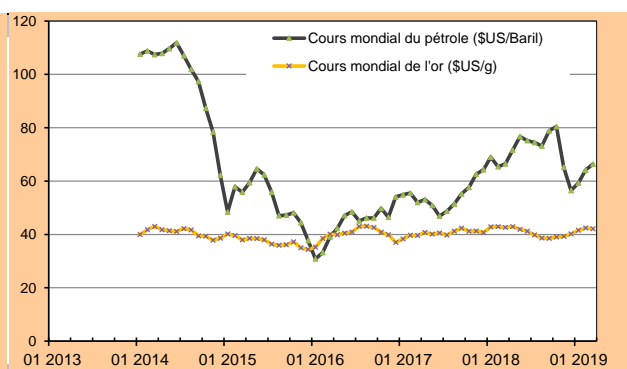
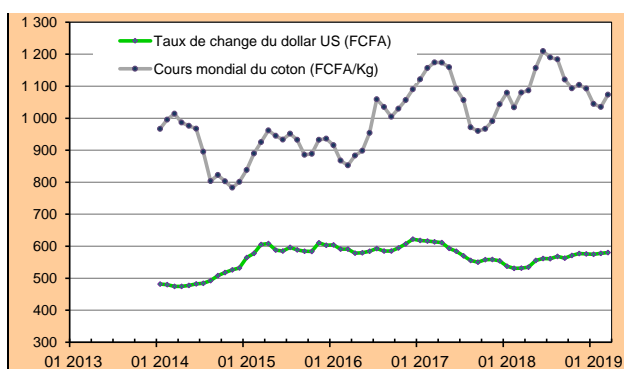


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 66,8% de la part des exportations en 2018. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 56,74 tonnes en 2018.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2018	2019	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	533,6	550,5	564,0	574,8	577,6	0,5%	8,3%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	67,0	74,5	75,5	67,4	63,3	-6,1%	-5,5%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 994,9	2 090,2	2 065,7	1 907,5	1 819,8	-4,6%	-8,8%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	42,8	42,0	39,0	39,5	42,0	6,4%	-1,8%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	35,7	41,0	42,6	38,7	36,6	-5,5%	2,3%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 064,5	1 151,2	1 165,0	1 096,5	1 051,2	-4,1%	-1,2%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,8	23,1	22,0	22,7	24,3	6,9%	6,4%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,030	0,028	0,027	0,029	0,029	-0,3%	-3,3%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le **dollar américain poursuit son regain entamé au premier trimestre 2018 vis à vis du FCFA** avec une hausse de 0,5% de sa valeur en rythme trimestriel au premier trimestre de l'année 2019. En moyenne, le dollar s'est échangé à 577,6 FCFA au premier trimestre 2019 contre 574,8 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 8,3% ce trimestre comparativement au premier trimestre de 2018. L'appréciation du dollar vis-à-vis du FCFA reste influencée par les tensions commerciales affectant les cours de l'Euro.

- Prix des produits exportés :

Baisse du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en baisse de 4,7% au premier trimestre 2019 en revenant à 1819,8 dollars la tonne contre 1910,0 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a diminué de 8,9% dû à cette tendance baissière entamée depuis juillet 2018. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1051,2 FCFA le kilogramme, contre 1097,9 FCFA au quatrième trimestre 2018, soit une baisse de 4,3%. De même, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton en FCFA est en baisse de 1,4% en glissement annuel. Le niveau du cours de la tonne de coton s'expliquerait par une probable sortie de crise entre les Etats-Unis et la Chine mais aussi par des achats techniques ou spéculatifs sur le marché du coton.

Poursuite de la hausse du cours de l'or au premier trimestre 2019. Depuis le quatrième 2018, le cours du métal jaune a été caractérisé par un regain, soit +6,5% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 42,0 dollars le gramme contre 39,5 dollars au quatrième trimestre 2018. Sur la base annuelle, le cours de l'or reste toujours plus bas que le niveau du même trimestre de l'année passée de 1,6% au premier trimestre 2019. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 24 282 francs le gramme, en augmentation de 7,0% en rythme trimestriel et de 6,5% en glissement annuel. L'évolution du cours de l'once s'expliquerait par les tensions géopolitiques ; avec une atténuation, en fin de trimestre, due à la décision de politique monétaire plus accommodante de la FED faisant miroiter une reprise probable de l'économie mondiale au second semestre 2019.

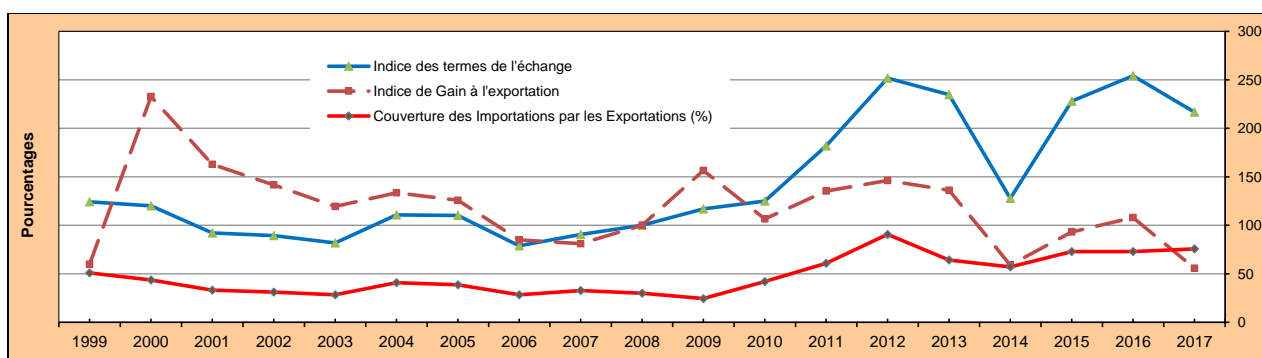
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le premier trimestre 2019 a connu une poursuite du repli des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 63,3 dollars au premier trimestre 2019 contre 67,4 dollars le trimestre précédent, correspondant à une regression de 6,1%. En glissement annuel, il a enregistré une contraction de 5,5% au premier trimestre 2019. Exprimé en franc FCFA, il est en baisse de 5,6% en rythme trimestriel et une hausse de 2,3% en glissement annuel. L'évolution des cours du baril de pétrole demeure influencée par la décision de réduction de la production des pays de l'OPEP et leurs alliés non membres et la diminution des stocks mondiaux.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013.

En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 76,1% en 2016 et 74,9% en 2017 et 2018. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	<i>Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest</i>
DGEP :	<i>Direction Générale de l'Economie et de la Planification</i>
DGESS :	<i>Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles</i>
DGTCP :	<i>Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique</i>
ENEC :	<i>Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel</i>
Est. :	<i>Estimation</i>
IHPC :	<i>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</i>
INSD :	<i>Institut National de la Statistique et de la Démographie</i>
MAAH :	<i>Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques</i>
MINEFID :	<i>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement</i>
MRAH :	<i>Ministère des Ressources Animales et Halieutiques</i>
Prov. :	<i>Données provisoires</i>
SONAGESS :	<i>SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire</i>
TOFE :	<i>Tableau des Opérations Financières de l'Etat</i>
UEMOA :	<i>Union Economique et Monétaire Ouest Africaine</i>

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n , le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n .

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
GUIGMA, Alidou	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP